

Déclaration Liminaire CTL du 31 Mars 2021



Sous couvert de répondre au besoin de proximité des Français, l'État s'improvise magicien, grâce à un tour de passe-passe : la mise en place du Nouveau Réseau de Proximité et de la démétropolisation qui supprime des services de pleine compétence pour créer une multiplicité de points de contacts, et donner l'illusion d'une présence sur le territoire...

En jetant de la poudre aux yeux avec la création de ces nombreux points de contacts (EFS, MSAP), la DGFIP tente de masquer le recul ultime des services publics et le désengagement toujours plus important de l'État...

Il y a quelques mois, Mme La Directrice, vous aviez réussi à berner une partie des élus locaux de Gironde qui ont cru à un retour du service public dans leur commune. Localement nous les avons interpellés pour les alerter de vos mensonges. La semaine dernière, au niveau national, l'intersyndicale a également interpellé les députés et les sénateurs.

Aujourd'hui, les élus sont de plus en plus nombreux à voter des motions en conseil municipal ou participer à des actions locales à l'instar de celle organisée le 6 mars dernier en Haute Gironde car eux non plus ne veulent pas de votre projet, bien conscients maintenant que ce n'est qu'un service au rabais que la DGFIP offre à ceux qui en ont pourtant le plus besoin.

En effet, en assurant seulement un accueil de 1^{er} niveau, pensez-vous vraiment que cela corresponde aux attentes des usagers ? La réalité est qu'un usager qui se déplacera dans ces structures verra bien quelqu'un, et dans le monde actuel où tout est déshumanisé et dématérialisé, vous considérez certainement que ce n'est peut être déjà pas si mal... Mais comment s'en contenter quand ce même usager n'obtiendra pas de réponse immédiate à sa question si elle porte précisément sur son dossier ?

Là encore vous avez trouvé une parade : ces points de contacts pourront notamment proposer un accueil en visio entre l'utilisateur et le service « back office » dont il dépend. Mais une question perdure : avec quel personnel à l'autre bout de la connexion pour pouvoir lui répondre ? Car les agents malgré leur bonne volonté ne peuvent se démultiplier ! Tous les services subissent depuis de trop nombreuses années des suppressions de postes pour pouvoir encore assurer correctement l'ensemble des missions et avoir suffisamment de personnel pour répondre à une multiplicité de canaux d'entrée : mails, e-contacts, accueil physique, téléphone, et maintenant « accueil en visio »...

D'ailleurs concernant l'accueil téléphonique, afin de palier à ce manque cruel de personnel et pour obtenir des statistiques satisfaisantes, vous avez trouvé une solution au détriment des agents : en pleine épidémie de covid-19, vous avez fait le choix d'un CRT commun aux SIP de Pessac-Talence

et de Bordeaux, en faisant tourner près de 70 agents sur 6 postes communs au lieu de continuer à assurer une permanence téléphonique de tous les agents sur leur poste...

Vous avez par ailleurs omis ou délibérément oublié de consulter CTL avant la mise en place de ce CRT qui a vocation à demeurer pérenne contrairement aux années précédentes où il ne se tenait que pour la campagne IR...

Tout est dans l'affichage, l'illusion, au détriment du service rendu à l'utilisateur...

Mais revenons à vos promesses concernant le Nouveau Réseau de Proximité.

Lors du 1^{er} projet, vous nous annonciez que la situation de chaque agent serait prise en compte, que les transferts d'emplois seraient progressifs, et que le travail à distance serait possible afin que les agents ne soient pas contraints de se retrouver à des dizaines de kms de leur domicile.

Qu'en reste-t-il aujourd'hui, quand finalement dans vos projets on s'aperçoit que le travail à distance depuis le SIE de Langon vers le SIE de Cenon a disparu, tout comme le transfert progressif des emplois d'Arcachon vers le SIP d'Audenge.

Cela montre une fois de plus le manque de considération que vous avez pour les agents du département.

En Gironde, le dialogue social est devenu inexistant, et celui avec les agents n'est que mensonge...

Votre projet est une énorme mascarade qui se traduit par une grande souffrance humaine chez les agents impactés qui n'ont aucune vision de leur avenir même à court terme, certains n'étant même pas informés de transferts de missions qui vont pourtant avoir lieu en septembre prochain...

Voilà une fois de plus le mépris que vous affichez pour vos agents qui ne sont à vos yeux que des pions que l'on déplace sur une carte...

La CGT Finances Publiques 33 revendique toujours l'abandon du Nouveau Réseau de Proximité, de la Démétropolisation, le maintien des structures DGFIP de pleine compétence et l'arrêt des suppressions d'emplois pour qu'enfin la Direction Générale se donne les moyens de ses ambitions : un accueil de qualité et une présence sur tout le territoire !!!

Les élus CGT en CTL